

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDE

PARTAGE DES RICHESSES

8

MESURES

Taxer les profiteurs de crise : rétablir l'ISF, instaurer un impôt sur le revenu vraiment progressif en 14 tranches, faire payer les multinationales en fonction de leur activité en France

Garantie d'autonomie : compléter le revenu de chaque personne pour que nul ne vive sous le seuil de pauvreté.

Zéro SDF : réquisitionner l'ensemble des logements durablement vides, salubres et vivables pour sortir au plus vite de la rue les 300 000 personnes sans domicile.

100% Sécu : près de 2 millions de personnes renoncent aux soins en France, et développent ainsi des maladies graves qui pourraient être prévenues. Cela doit cesser, en réunissant toutes les complémentaires dans la Sécurité sociale et en utilisant leurs marges pour rembourser intégralement les dépenses de santé, plutôt que de rémunérer des actionnaires.

Sécurité alimentaire : les ménages les plus riches consomment 4 fruits et légumes là où les ménages les plus pauvres n'en consomment que 3. Cette inégalité persiste au long de la vie et pèse lourdement sur la santé. Il est donc impératif de bloquer le prix de 5 fruits et légumes de saison ainsi que d'assurer la gratuité de la cantine scolaire publique.

Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.). Ces biens publics nous appartiennent à tous. Pour l'intérêt général, ils doivent être protégés par la loi.

Établir de nouveaux indicateurs de progrès humain pour mettre l'économie au service des objectifs et des critères de bien-vivre (santé, éducation, etc.).

ARGU N°1

« Vous allez augmenter les impôts »

Aujourd'hui, les riches paient moins d'impôt par rapport à leur revenu que les classes moyennes. Nous voulons baisser les impôts pour la majorité des foyers et les augmenter pour les plus riches. Avec notre réforme de la fiscalité, les personnes qui gagnent moins de 4 000 euros par mois verront

leur impôt sur le revenu diminuer. Nous refondrons aussi l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif en fonction des bénéfices réalisés et selon s'ils sont utilisés pour l'investissement ou pour les actionnaires.

CHIFFRES-CLÉS

78%

C'est la part des Français qui sont **pour le rétablissement de l'ISF** (Ifop pour l'Humanité, mai 2021).

86%

C'est la part des Français qui sont **favorables au plafonnement des frais bancaires** (Harris interactive, juin 2020).

75%

C'est la part des Français qui sont **favorables à la fixation d'un loyer maximum par m²** (Harris interactive, juillet 2021).

ARGUS

FAIRE LA SOCIÉTÉ DE L'ENTRAIDE

PARTAGÉ DES RICHESSES

8



ARGU N°2

« Les riches vont fuir le pays »

Les études sur le sujet ne permettent pas d'établir un lien clair entre l'imposition sur le patrimoine et l'expatriation. Cependant, notre programme prévoit un dispositif à même de faire face à cet enjeu, s'il venait à exister : l'impôt universel. Il s'agit d'un impôt relatif à la nationalité, comme le font les États-Unis d'Amérique : son application permettrait de faire en sorte que les Français qui s'expatrient paient la différence entre l'impôt pratiqué dans leur pays d'accueil et le barème d'imposition en vigueur en France.

ARGU N°3

« Les TPE-PME seraient fragilisées »

Notre programme prévoit de nombreuses propositions pour les petites et moyennes entreprises. Il inclut notamment une caisse de défaisance pour reprendre les dettes privées asphyxiantes des TPE/PME contractées pendant la pandémie ainsi qu'une caisse de péréquation interentreprises financée grâce à un barème progressif pour mutualiser la contribution sociale entre petites et grandes entreprises. Plus globalement, il prévoit un grand plan de 200 milliards d'euros d'investissements écologiquement et socialement utiles qui permettront de remplir le carnet de commande des entreprises.

ARGU N°4

« Augmenter les aides c'est de l'assistanat »

Notre société sera celle du plein emploi. Cependant, notre pays compte aujourd'hui 10 millions de pauvres, 300 000 personnes sans domicile et des files d'attente alimentaires à perte de vue. Ces personnes ont le droit à une vie digne. Les études montrent que baisser les prestations sociales n'a aucune utilité pour baisser le chômage.

ARGU N°5

« On ne peut rien contre la pauvreté »

Quand les 1% les plus riches du pays captent 80 % de la richesse produite, c'est que la majorité de la population voit ses revenus baisser. Il est possible d'éradiquer la pauvreté en faisant preuve de volonté politique. Nous atteindrons l'objectif de zéro sans-abri en doublant les places d'accueil. Nous encadrerons le prix des produits alimentaires de première nécessité et restructurerons les emprunts des ménages surendettés.